



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Novembre 2025



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Novembre 2025

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt des banques	15
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	17
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	19
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	20
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	22

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale est demeurée bien orientée en octobre 2025, portée par une accélération de l'activité du secteur privé aux États-Unis et un redressement plus marqué en zone euro, soutenu par la vigueur des services. En Chine, la croissance du secteur privé s'est poursuivie, tandis qu'en Afrique du Sud l'activité a enregistré sa première contraction depuis mars 2024.

Aux **États-Unis**, l'activité du secteur privé s'est renforcée en octobre 2025, portée par une accélération de la croissance dans l'industrie comme dans les services, grâce à la hausse des nouvelles commandes. En **zone euro**, l'activité a continué de se redresser, confirmant une reprise plus marquée, essentiellement tirée par la vigueur des services, tandis que la production manufacturière n'a progressé que marginalement.

En **Chine**, la croissance s'est poursuivie en octobre 2025 pour le cinquième mois consécutif, soutenue par la hausse de la production manufacturière et des services, mais le recul de la demande étrangère a pesé sur cette dynamique. En **Afrique du Sud**, l'activité s'est contractée pour la première fois depuis mars 2025, en lien avec le repli de la production, des nouvelles commandes et des ventes à l'exportation.

En Afrique de l'Ouest, l'activité du secteur privé est restée robuste au **Nigeria**, à la faveur de la hausse des nouvelles commandes et de l'atténuation des pressions inflationnistes. Au **Ghana** elle a renoué avec la croissance, sous l'effet d'un léger rebond de la demande intérieure et d'une amélioration du climat des affaires.

En octobre 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a reculé de 1,8%. De même, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés s'est contracté de 4,5%, en lien avec une offre mondiale jugée suffisante.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a montré des signes de ralentissement en septembre 2025, en raison du repli de la production industrielle, du commerce de détail et des services marchands non financiers. Le taux d'inflation est ressorti à -1,1% en octobre 2025, en hausse de 0,3 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de -1,4% enregistré le mois précédent. Le maintien des taux négatifs reflète la poursuite de la baisse des prix de la composante produits alimentaires.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 4,78% en octobre 2025, en baisse de 5 points de base (pdb) par rapport à son niveau de septembre 2025 (4,83%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle sont restées globalement stables d'un mois à l'autre, s'établissant à 6,67%, contre 7,12% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 15,0%, en glissement annuel, à fin septembre 2025, après une hausse de 13,2% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des actifs extérieurs nets (+599,2%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+6,1%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,6% au quatrième trimestre 2025, après 6,6% au troisième trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à -0,4% en novembre et -0,1% en décembre 2025. Cette évolution résulterait de la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que de l'approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers à la faveur des bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 novembre 2025.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

D'après les enquêtes PMI, l'économie mondiale a poursuivi sa dynamique positive en octobre 2025, portée par une accélération de l'activité dans le secteur privé aux États-Unis et par un redressement plus marqué en zone euro, grâce à la vigueur des services. En Chine, la croissance du secteur privé s'est poursuivie, tandis qu'en Afrique du Sud, l'activité s'est contractée.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 54,6 points en octobre 2025, après 53,9 points en septembre 2025, traduisant une accélération de la croissance dans le secteur privé. Cette progression s'explique par le dynamisme des secteurs manufacturier et des services, soutenu par une augmentation marquée des nouvelles commandes reçues par les entreprises. En **zone euro**, l'indice est ressorti à 52,5 points en octobre 2025, après 51,2 points en septembre 2025, soit son plus haut niveau depuis mai 2023. Cette amélioration de l'activité est portée par un raffermissement des services (l'indice sectoriel est passé de 51,3 à 53,0 points), tandis que la production manufacturière n'a progressé que marginalement.

Au niveau des pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** s'est établi à 51,8 points en octobre 2025, contre 52,5 points en septembre 2025, marquant son plus bas niveau depuis juillet 2025. La croissance du secteur privé, qui s'est prolongée pour le cinquième mois consécutif, a été freinée par la diminution des nouvelles commandes résultant de la faiblesse de la demande étrangère. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite a reculé à 48,8 points en octobre 2025, après 50,2 points le mois précédent, traduisant pour la première fois depuis mars 2025 une contraction de l'activité privée, en lien avec le fléchissement de la production, des nouvelles commandes et des ventes à l'extérieur.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** a atteint 54,0 points en octobre 2025, après 53,4 points en septembre 2025, reflétant une expansion continue de l'activité privée pour le onzième mois consécutif, soutenue par la vigueur des nouvelles commandes et l'atténuation des pressions inflationnistes. Au **Ghana**, l'indice PMI composite est ressorti à 50,3 points en octobre 2025, après 49,8 points en septembre, indiquant un retour en territoire d'expansion, porté par une amélioration de la demande intérieure et du climat des affaires.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales poursuivent une approche prudente dans la conduite de la politique monétaire, ajustant leurs décisions de manière graduelle face aux incertitudes persistantes sur la croissance économique et l'évolution de l'inflation.

Au niveau des **pays avancés**, La **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a abaissé ses taux directeurs de 25 points de base lors de sa réunion du 29 octobre 2025, les ramenant dans une fourchette comprise entre 3,75% et 4,00%, marquant ainsi une deuxième baisse consécutive depuis septembre 2025. Cette décision vise à soutenir une croissance économique modérée et un marché du travail peu dynamique. La **Banque centrale européenne (BCE)** a opté pour le statu quo lors de sa réunion du 30 octobre 2025, maintenant ses taux directeurs à 2,00% pour la facilité de dépôt, 2,15% pour les opérations principales de refinancement et 2,40% pour la facilité de prêt marginal. Cette décision s'explique par une croissance économique jugée résiliente, malgré un environnement international marqué par des tensions géopolitiques et des différends commerciaux.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a, le 20 octobre 2025, maintenu pour le cinquième mois consécutif ses taux directeurs à des niveaux historiquement bas. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an demeure à 3,0% et celui à cinq ans à 3,5%. La Banque centrale maintient une politique monétaire accommodante afin de contrer la tendance désinflationniste.

Au niveau des **pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA**, la **Banque centrale du Nigéria (CBN)** a, le 25 novembre 2025, maintenu son taux directeur à 27%, après l'assouplissement opéré en septembre 2025. La CBN justifie cette pause par la poursuite d'une désinflation progressive dans l'économie. Les autorités monétaires laissent toutefois entendre que de nouvelles réductions demeurent envisageables, en fonction de l'évolution des indicateurs conjoncturels. En revanche, la CBN a ajusté le corridor autour du taux directeur afin de renforcer la transmission de la politique monétaire. Ainsi, le taux de la facilité de dépôt est désormais fixé à 450 points de base en dessous du taux directeur, contre 250 points de base auparavant. Par contre, l'écart entre le taux de la facilité de prêt marginal et le taux directeur a été réduit, passant de 250 points de base à 50 points de base. La **Banque centrale du Ghana (BoG)** a abaissé, le 26 novembre 2025, son taux directeur de 350 points de base pour le ramener de 21,50% à 18,00%, indiquant que les conditions économiques se sont nettement améliorées et que le taux d'inflation, qui est passée de 54% début 2023 à 8% en octobre 2025, devrait encore baisser. Cette nouvelle réduction dépasse les attentes du marché et s'ajoute aux fortes baisses déjà réalisées en 2025, pour un total de 1.000 points de base. La BoG veut ainsi soutenir la reprise économique, tout en préservant la stabilité des prix.

La **Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)** a maintenu inchangés ses taux directeurs lors de sa réunion du 29 septembre 2025. Le taux des appels d'offres demeure inchangé à 4,5% et celui de la facilité de prêt marginal à 6%. Ce statu quo intervient dans un contexte de ralentissement économique, la croissance étant attendue à 2,6% en 2025 contre 2,7% en 2024, en raison du repli du secteur pétrolier et gazier. Le taux d'inflation devrait ressortir à 2,6% en 2025 contre 4,1% en 2024.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 20 novembre 2025 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en octobre 2025 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	-50	{3,75-4,00}	2,0	3,0
Zone euro	-135	-100	2,00	2,0	2,1
Royaume-Uni	-50	-75	4,00	2,0	3,8
Pays émergents					
Chine	-35	-10	3,00	3,0	0,2
Russie	500	-450	16,50	4,0	7,7
Inde	0	-100	5,50	5,7	0,3
Brésil	50	275	15,00	{3,75+/-1,5}	4,7
Afrique du sud	-50	-100	6,75	{3,0 - 6,0}	3,4
Pays en développement					
Nigeria	875	-50	27,00	{6,0 - 9,0}	16,1
Ghana	-300	-900	18,00	{8,0+/-2,0}	8,0
CEMAC *	0	-50	4,50	-	4,1

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernés, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2025

1.3. Marchés des matières premières

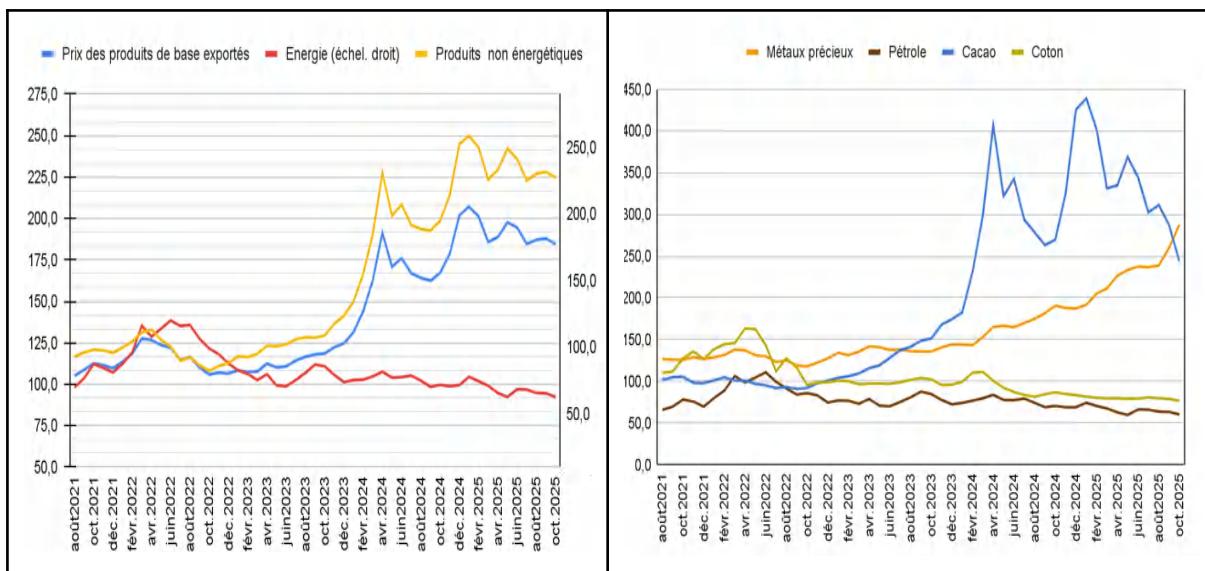
En octobre 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 1,8%, en lien avec la diminution des cours du cacao, du bois, du phosphate, du coton et du pétrole.

L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est contracté, en glissement mensuel, de 1,8% en octobre 2025, après une hausse de 0,5% le mois précédent. Cette évolution résulte de l'affaiblissement de certains prix des produits non énergétiques, tels que le **cacao** (-15,0%), le **bois en grume** (-7,7%), le **phosphate** (-3,4%), le **coton** (-2,9%), le **caoutchouc** (-0,6%) et le **café** (-0,6%), ainsi que ceux des produits énergétiques, notamment le **pétrole** (-5,2%). En revanche, les cours de l'**or** (+10,7%), du **zinc** (+7,5%), de l'**uranium** (+1,7%), du **gaz naturel** (+0,8%), des **huiles de palme** et de **palmiste** (+0,2%) se sont raffermis sur la période.

Le recul des cours du **cacao** s'explique par l'augmentation des ventes issues de la nouvelle récolte en Côte d'Ivoire et au Ghana, après la revalorisation des prix à la production décidée par les autorités locales, ce qui a temporairement accru l'offre disponible sur le marché. Les cours du **pétrole** ont fléchi sous l'effet des anticipations d'excédent mondial, accentuées par la hausse de la production de l'OPEP+. L'apaisement des tensions géopolitiques au Moyen-Orient a également contribué à l'allègement des prix. La baisse du prix du **phosphate** est due à un affaiblissement de la demande mondiale d'engrais. Les cours du **coton** se sont repliés en raison d'une offre mondiale excédentaire et de la faiblesse de la demande. Les prix du **caoutchouc** ont fléchi sous l'effet des prévisions d'une hausse de l'offre en Asie du Sud-Est, dans un contexte de demande modérée et de conditions météorologiques favorables aux récoltes.

En revanche, les cours de l'**or** se sont renforcés, en raison des anticipations de nouvelles baisses de taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (FED) et des achats importants des banques centrales ainsi que des incertitudes résultant de la paralysie prolongée du Gouvernement américain. La progression des cours du **zinc** s'explique par la diminution de la production de métal raffiné et le net recul des stocks du London Metal Exchange (LME), désormais à leur plus bas niveau depuis le début de l'année. Les cours de l'**uranium** ont été soutenus par des anticipations de hausse de la demande d'énergie nucléaire, alimentées par l'annonce d'un important accord américain pour la construction de réacteurs et par la constitution de stocks stratégiques en réponse aux restrictions sur les importations russes. Du côté de l'offre, les prix ont été soutenus par les réductions de production annoncées par Cameco et Kazatomprom, accentuant les tensions sur le marché. Le renchérissement du **gaz naturel** est imputable à une augmentation de la demande, alors que l'Europe et l'Asie sécurisent leurs approvisionnements en provenance des États-Unis. Cette dynamique haussière s'est inscrite dans un contexte d'anticipations d'un accroissement des besoins énergétiques mondiaux. L'augmentation des cours de l'**huile de palme** et de **palmiste** est attribuable aux inquiétudes concernant les rendements en Asie du Sud-Est, à la reprise de la demande en Chine et en Inde, ainsi qu'à la contraction des stocks mondiaux.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



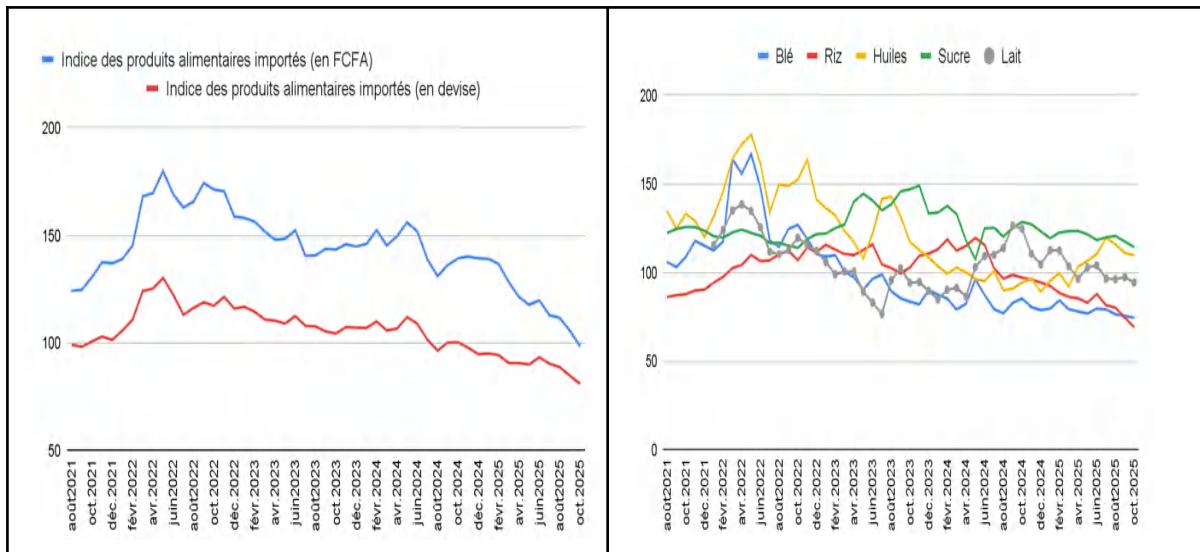
Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à octobre 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 10,3%, après un accroissement de 15,6% le mois précédent. La hausse des cours concerne l'**or** (+50,9%), les **phosphates** (+31,5%), les **huiles végétales** (+10,4%), le **zinc** (+1,5%) et le **gaz naturel** (+0,8%). En revanche, les prix du **caoutchouc** (-16,7%), du **pétrole** (-14,7%), du **coton** (-11,8%), du **cacao** (-9,6%), du **café** (-6,7%) et de l'**uranium** (-3,8%) ont enregistré une baisse.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est replié, en variation mensuelle, de 4,5% en octobre 2025, après une contraction de 4,5% un mois auparavant. La diminution des cours concerne principalement le **riz** (-7,2%), le **lait** (-3,2%), le **sucré** (-2,6%), le **blé** (-1,3%) et l'**huile de soja** (-1,1%).

Le recul des cours du **riz** s'explique par une offre mondiale abondante, portée par des récoltes exceptionnelles en Inde et aux États-Unis. Les cours du **lait** ont fléchi en raison d'une hausse de la production laitière aux États-Unis. L'affaiblissement des cours du **sucré** est imputable à des anticipations d'excédent mondial pour la campagne 2025/2026, soutenues par la hausse de la production au Brésil et les perspectives de récolte favorables en Inde et en Thaïlande. La baisse des cours du **blé** résulte de l'abondance des stocks mondiaux et de la révision à la hausse des prévisions de production en Russie et en Argentine. Le fléchissement des cours de l'**huile de soja** est attribuable à l'accroissement des volumes de broyage aux États-Unis, qui a alimenté l'offre sur le marché.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 19,3%, après une baisse de 15,4% le mois précédent. Cette dynamique a été imprimée par la diminution des cours du **riz** (-28,8%), du **lait** (-24,4%), du **blé** (-12,7%) et du **sucre** (-11,3%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+16,4%) se sont renforcés.

L'indice des prix, exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est contracté de 29,3%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **riz** (-33,1%), du **lait** (-29,2%), du **sucre** (-28,8%), des **huiles végétales** (-27,4%) et du **blé** (-14,9%).

1.4. Marchés financiers

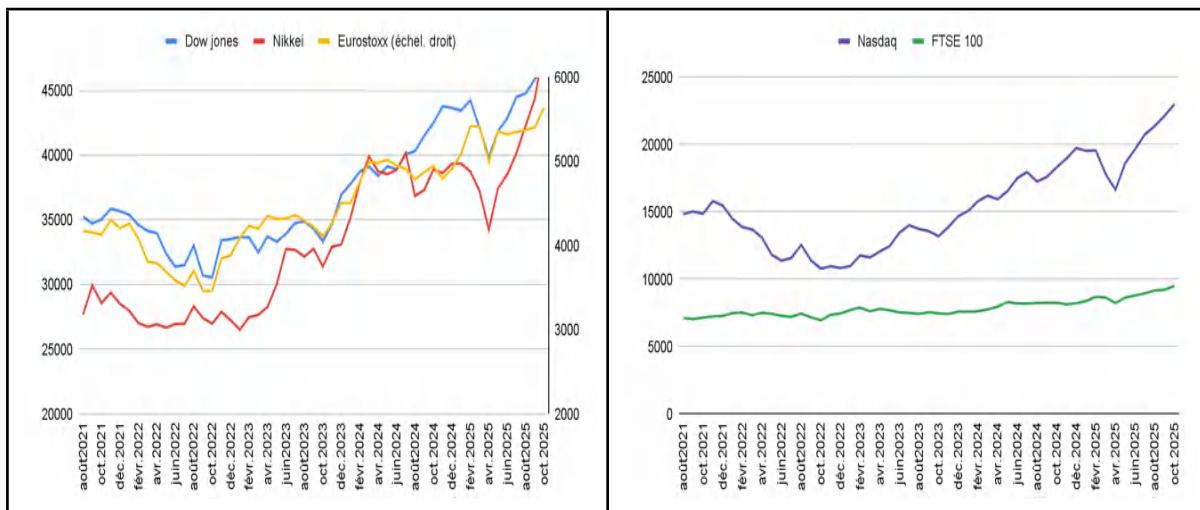
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont affiché une tendance haussière au cours du mois d'octobre 2025. Cette évolution reflète l'optimisme suscité par la baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale (FED) et le maintien de politiques monétaires accommodantes en Europe et en Asie.

1.4.1. Les places boursières

En octobre 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés ont affiché une tendance positive. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES ont progressé respectivement de 3,9% et 1,8% comparativement à leur valeur moyenne un mois auparavant. De même, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 3,1%, après une hausse de 0,5% le mois précédent. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est renforcé de 9,3% par rapport à sa moyenne du mois de septembre 2025. Les indices EUROSTOXX 50 de la zone euro (+4,3%) et CAC 40 de la France (+4,0%) se sont également accrus par rapport à leur niveau de septembre 2025.

En Afrique, hormis l'indice MASI du Maroc (-4,0%), les principaux indices boursiers ont enregistré des évolutions positives en octobre 2025. Les indices GSE du Ghana (+11,6%), NSE du Nigeria (+6,2%), FTSE de l'Afrique du Sud (+5,9%), BRVM 30 (+4,3%) et BRVM Composite (+4,0%) ont connu une hausse au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est replié de 0,4% en octobre 2025 par rapport à sa moyenne de septembre 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est dépréciée par rapport au dollar américain (-0,9%), au franc suisse (-0,6%) et au dollar australien (-0,1%). La devise européenne s'est également affaiblie face aux monnaies des pays émergents, notamment le rouble russe (-3,3%), le rand sud africain (-1,9%), le yuan chinois (-0,9%) et la roupie indienne (-0,7%). En revanche, l'euro a progressé face au yen japonais (+1,5%), à la livre sterling (+0,3%) et au dollar canadien (+0,3%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

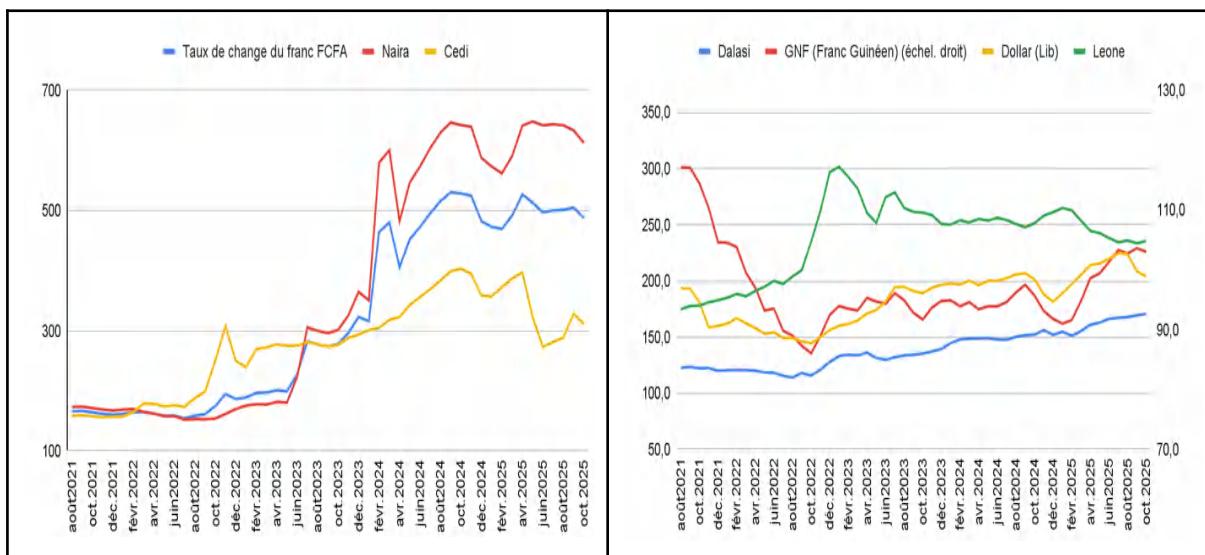
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a reculé de 3,5% en octobre 2025, comparativement à sa valeur du mois précédent, en lien avec sa dépréciation vis-à-vis du cedi ghanéen (-5,1%), du naira (-3,3%), du dollar libérien (-2,2%) et du franc guinéen (-0,6%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée par rapport au leone (+0,9%) et au dalasi gambien (+0,8%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 7,7% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié de 22,7% face au cedi, de 6,3% à l'égard du leone et de 4,6% vis-à-vis du naira. En revanche, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée de 12,2%, 7,2% et 1,3% par rapport au dalasi, au franc guinéen et au dollar libérien respectivement.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin septembre 2025 montrent des signes de ralentissement de l'activité économique en variation mensuelle. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +1,1 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), en baisse de 0,2 point comparativement au mois précédent. L'indice de la production industrielle s'est contracté de 0,9%, en rythme mensuel, après une baisse de 1,3%. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est également affaibli de 1,4%, après la baisse de 4,8% observée le mois précédent. Les prestations de services marchands non financiers ont reculé de 0,6% d'un mois à l'autre. En revanche, l'indice des services financiers a augmenté de 0,7%, après une progression de 1,7% en août 2025. Par ailleurs, dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a reculé de 0,9% en septembre 2025, après une baisse de 1,3% observée le mois précédent. Le fléchissement de la production industrielle résulte principalement des activités de fabrication (-1,5 point), partiellement compensé par la hausse des activités extractives (+0,5 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	sept.24	août-25	Sept (*)	août-25	Sept (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	5,6	-0,6	0,5	7,1	1,9
Extraction d'hydrocarbures	1,1	0,1	-0,2	2,8	1,4
Extraction de minerais métalliques	3,8	-0,8	0,8	1,3	-1,6
ACTIVITES DE FABRICATION	-3,3	-0,5	-1,5	3,2	4,7
Fabrication de produits alimentaires	-3,8	-1,9	-1,4	-0,8	1,4
Fabrication de textiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,2	0,9	-0,9	2,1	1,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	-0,1	-0,2	0,1	0,4	0,6
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,1
INDICE GLOBAL	2,7	-1,3	-0,9	11,2	7,4

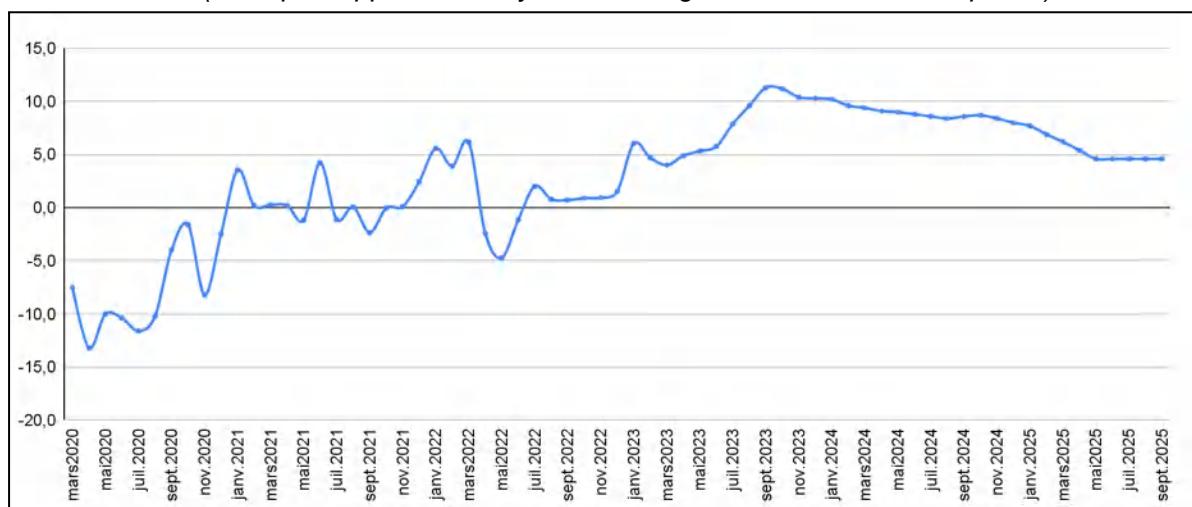
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 7,4% en septembre 2025, après une hausse de 11,2% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à l'accroissement des activités de fabrication (+4,7 points), des activités extractives (+1,9 point) et de la production et distribution d'électricité et de gaz (+0,6 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en septembre 2025 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,6 points, tout comme le mois précédent. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+28,0 points), au Sénégal (+23,4 points), au Burkina (+12,5 points), en Côte d'Ivoire (+8,9 points) et en Guinée-Bissau (+8,1 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-44,9 points), au Niger (-19,3 points) et au Togo (-7,1 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une baisse de 1,4% au cours du mois de septembre 2025, après un repli de 4,8% un mois auparavant. La contraction de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement liée au commerce de détail (-2,0 points), ainsi qu'au commerce de gros et activités des intermédiaires (-0,2 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	sept.24	août-25	Sept (*)	août-25	Sept (*)	
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,3	-0,5	0,8	0,1	1,3	
Commerce de véhicules automobiles	-0,3	-0,4	0,7	0,0	1,0	
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMEDIAIRES	0,0	-0,8	-0,2	1,1	0,9	
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,5	-0,3	0,6	0,7	0,8	
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,5	-0,4	-0,6	0,0	-0,1	
COMMERCE DE DÉTAIL	-3,0	-3,5	-2,0	0,2	1,2	
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-0,3	0,6	-0,8	0,5	0,0	
Commerce de détail en magasin spécialisé	-2,6	-4,0	-1,1	-0,3	1,2	
INDICE GLOBAL	-3,3	-4,8	-1,4	1,3	3,3	

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 3,3% en septembre 2025, après une hausse de 1,3% le mois précédent. Le renforcement de l'activité dans le commerce est porté par le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (+1,3 point), le commerce de détail (+1,2 point), ainsi que le commerce de gros et activités des intermédiaires (+0,9 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont détériorés de 0,6% en septembre 2025, après une contraction de même ampleur un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont renforcés de 0,7% en septembre 2025, après une hausse de 1,7% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	août	septembre	août	septembre (*)	août	septembre (*)
Bénin	-14,0	8,8	-11,7	6,2	11,4	8,8
Burkina	-3,5	4,6	-3,5	4,5	3,0	3,0
Côte d'Ivoire	3,8	-6,4	2,4	-6,8	6,5	6,2
Guinée-Bissau	-32,4	-26,8	-43,0	-22,2	2,8	9,3
Mali	2,5	2,8	2,7	-1,9	6,2	1,4
Niger	0,2	2,8	0,9	0,8	8,7	6,5
Sénégal	-8,9	14,7	-8,6	11,4	4,5	1,5
Togo	1,2	8,9	3,4	7,5	7,5	6,1
INDICE GLOBAL	1,8	0,9	-0,6	-0,6	9,7	8,0

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 8,0% en septembre 2025, après un accroissement de 9,7% en août 2025. L'amélioration du chiffre d'affaires desdits services est observée notamment en Guinée-Bissau (+9,3%), au Bénin (+8,8%), au Niger (+6,5%), en Côte d'Ivoire (+6,2%), au Togo (+6,1%), au Burkina (+3,0%), au Sénégal (+1,5%) et au Mali (+1,4%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	août	septembre	août	septembre (*)	juillet	septembre (*)
Bénin	14,8	-0,1	14,5	-0,3	15,8	15,6
Burkina	-1,2	2,3	-0,3	3,3	13,8	14,9
Côte d'Ivoire	1,8	-1,2	1,6	-0,7	14,0	14,5
Guinée-Bissau	-1,1	-14,2	-2,7	-12,1	8,0	10,6
Mali	-3,2	-1,3	-3,5	1,0	13,0	15,5
Niger	0,8	4,8	0,6	3,3	14,7	13,0
Sénégal	1,6	1,9	1,9	2,2	16,7	17,0
Togo	5,0	-0,2	4,9	-0,5	14,3	14,0
INDICE GLOBAL	1,7	0,1	1,7	0,7	14,6	15,2

Source : BCEAO

(*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires a augmenté de 15,2%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+17,0%), le Bénin (+15,6%), le Mali (+15,5%), le Burkina (+14,9%), la Côte d'Ivoire (+14,5%), le Togo (+14,0%), le Niger (+13,0%) et la Guinée-Bissau (+10,6%).

2.2. Inflation

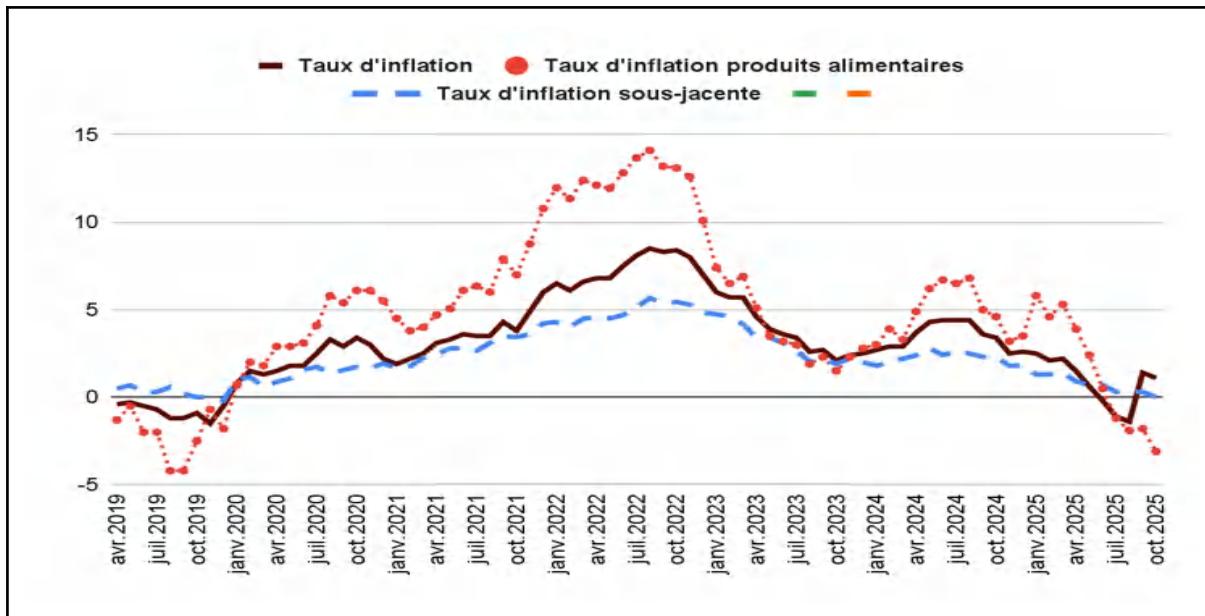
En octobre 2025, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti, en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent, mais toujours en territoire négatif. Le maintien des taux négatifs s'explique essentiellement par la poursuite de la baisse des prix des produits alimentaires.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à -1,1% en octobre 2025, en progression de 0,3 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de -1,4% observé en septembre 2025. La poursuite des variations négatives du niveau des prix est essentiellement imputable à la composante "Produits alimentaires". En effet, les prix des produits alimentaires se sont repliés de 3,1% au cours du mois sous revue, après une baisse de 2,1% le mois précédent.

Cette évolution s'explique d'une part, par l'amélioration de l'offre locale de produits vivriers et, d'autre part, par la poursuite de la baisse des prix des produits alimentaires importés. Les prix des céréales, du poisson et de la viande ont reculé respectivement de 18,5%, 17,8% et 15,9%. En particulier, la diminution du coût des céréales a été accentuée par les différentes interventions de certains Etats et de leurs partenaires pour assurer la sécurité alimentaire des ménages. Parallèlement, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les Etats membres de l'Union a enregistré une contraction de 22,8% en octobre 2025.

L'examen de la dynamique des prix par pays indique que l'inflation se situe en territoire négatif dans quatre (5) pays de l'UEMOA. Il s'agit du Niger (-8,2% après -10,1%), du Burkina (-4,1% après -3,9%), de la Guinée-Bissau (-1,5% contre -1,8%), du Mali (-1,2% contre -1,0%) et du Togo (-0,4% contre -0,6%). En revanche, l'inflation est ressortie positive au Sénégal (+1,9% contre +2,6%), au Bénin (+1,8% après +2,3%) et en Côte d'Ivoire (+0,3% après -0,2%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, est resté stable (0,0%) en octobre 2025 par rapport à son niveau un mois plus tôt.

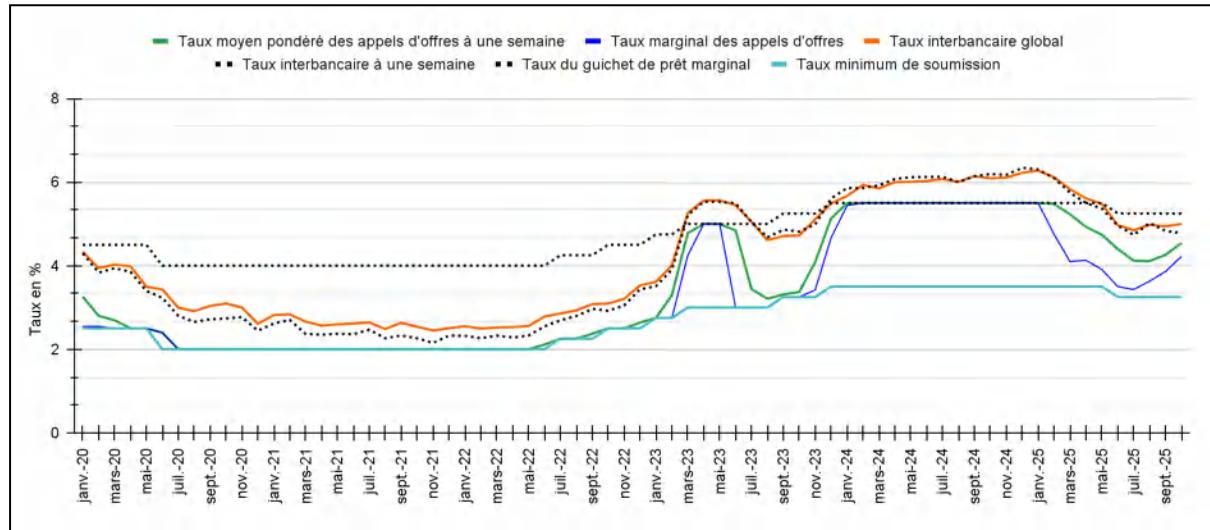
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, le 17 septembre 2025, de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO, à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2025. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est maintenu à 3,25% et le taux sur le guichet de prêt marginal demeure à 5,25%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 4,54% en septembre 2025 après 4,26% en août 2025 et le taux marginal est ressorti à 4,22% contre 3,86% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine s'est établi à 4,78% en octobre 2025, en baisse de 5 points de base (pdb) par rapport à son niveau de septembre 2025 (4,83%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 5,0% en octobre 2025, en hausse de 6 pdb par rapport à septembre 2025 (4,94%) et en baisse de 109 pdb sur un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de septembre 2025 sont restés globalement stables par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,67%, niveau inchangé par rapport au mois précédent, contre 7,12% un an plus tôt. En particulier, le coût du crédit bancaire a diminué en Côte d'Ivoire (4,14% contre 6,22%), en Guinée-Bissau (8,48% contre 9,55%), au Togo (6,81% contre 7,50%) et au Bénin (7,29% contre 7,60%). Par contre, une hausse a été observée au Sénégal (6,65% contre 5,80%), au Burkina (8,08% contre 7,54%), au Niger (9,40% contre 8,91%) et au Mali (8,00% contre 7,48%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont accrus pour ressortir à 5,40%, contre 5,39% le mois précédent, et restent en hausse de 3 pdb par rapport à septembre 2024 (5,37%). Par pays, la rémunération des dépôts a augmenté au Togo (6,13% contre 5,61%), au Burkina (5,95% contre 5,57%) et au Mali (5,31% contre 5,22%), tandis qu'elle s'est réduite au Sénégal (5,03% contre 5,70%) et en Côte d'Ivoire (4,63% contre 4,73%).

3.3. Monnaie

A fin septembre 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 15,0%, après 13,2% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont progressé respectivement de 19,6% et 13,7%, après des augmentations respectives de 19,4% et 11,5% à fin août 2025.

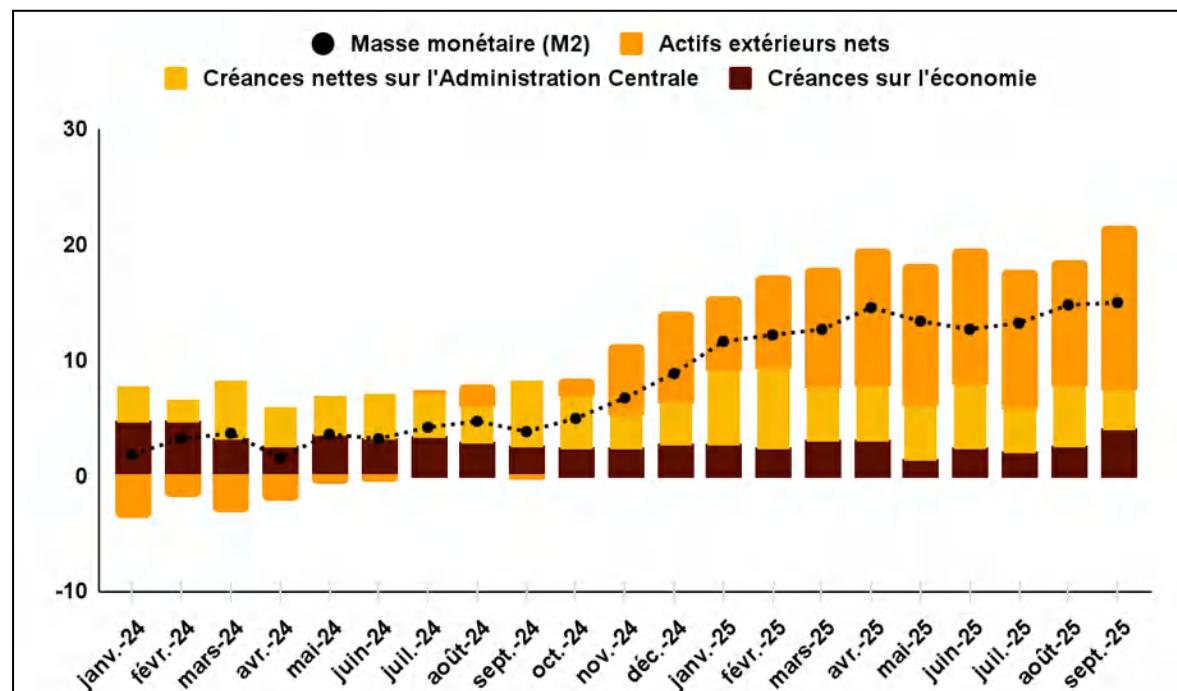
Tableau 6 : Situation monétaire à fin septembre 2025 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	août-24	sept.-25	août-25	sept.-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masses monétaires (M2)	48 471,8	48 147,1	54 891,5	55 363,0	0,6	0,9	13,2	15,0
Circulation fiduciaire	10 840,0	10 650,8	12 938,7	12 742,1	0,7	-1,5	19,4	19,6
Dépôts	37 631,8	37 496,3	41 952,8	42 620,9	0,6	1,6	11,5	13,7
Actifs extérieurs nets	1 940,3	1 114,0	7 058,1	7 788,9	-9,1	10,4	263,8	599,2
Créances intérieures	59 307,8	60 392,9	63 163,0	64 076,2	2,5	1,4	6,5	6,1
Créances nettes sur APUC	24 606,9	25 455,1	27 277,6	27 244,8	5,5	-0,1	10,9	7,0
Créances sur l'économie	34 701,0	34 937,8	35 885,4	36 831,4	0,3	2,6	3,4	5,4

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin septembre 2025 résulte de la hausse en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+6.674,9 milliards ou +599,2%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+3.683,3 milliards ou +6,1%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin septembre 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 6.674,9 milliards (+599,2%), en glissement annuel. Le renforcement des AEN est lié essentiellement au repli du déficit courant et à la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 6,1% à fin septembre 2025, après 6,5% en août 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+1.789,7 milliards) et des créances sur l'économie (+1.893,6 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,4% à fin septembre 2025, après 3,4% enregistrée à fin août 2025. Les crédits accordés aux sociétés non financières ont progressé de 3,6% à fin septembre 2025 après +3,9% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires consentis ont augmenté de 8,8% sur la même période, après 1,8% enregistrée le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

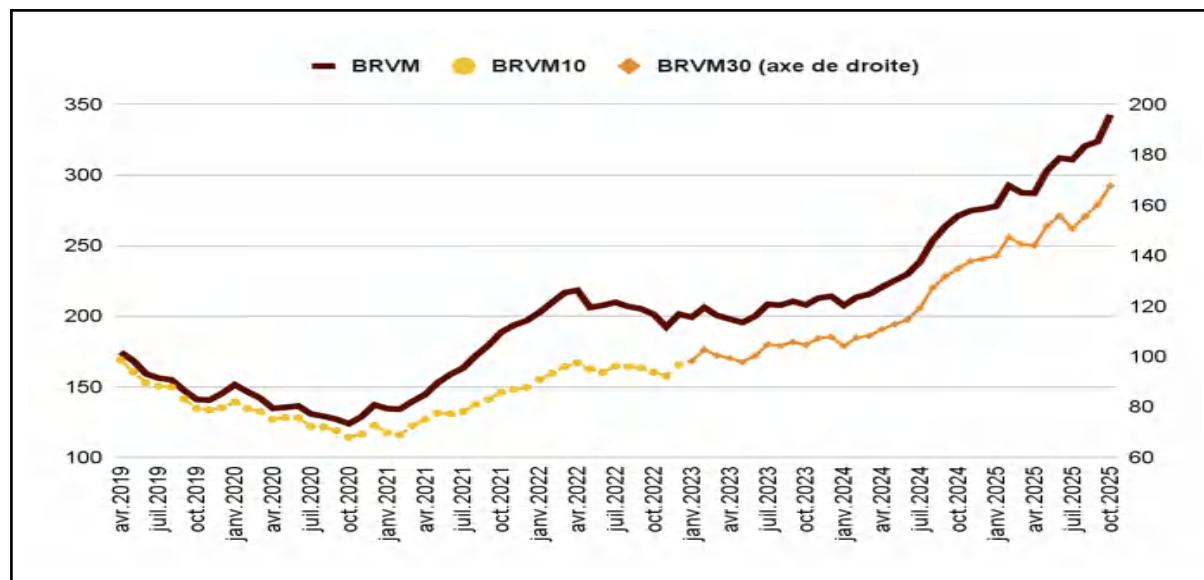
Les activités du marché boursier régional ont enregistré une évolution positive en octobre 2025. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.254,2 milliards en octobre 2025, soit une hausse de 818,3 milliards (+187,7%) par rapport au montant levé le mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont enregistré une évolution positive. A fin octobre 2025, l'indice global, le BRVM composite, s'est accru de 5,8% par rapport à sa valeur à fin septembre 2025, pour s'établir à 342,7 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, a augmenté de 4,7% par rapport à sa valeur du mois précédent, pour se situer à 167,8 points. A la date du 20 novembre 2025, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont affaiblis respectivement de 0,7% et 2,5% par rapport à leur valeur de fin octobre 2025.

En glissement annuel, les indices BRVM 30 et BRVM composite se sont améliorés respectivement de 25,3% et 25,9% par rapport à la moyenne d'octobre 2024.

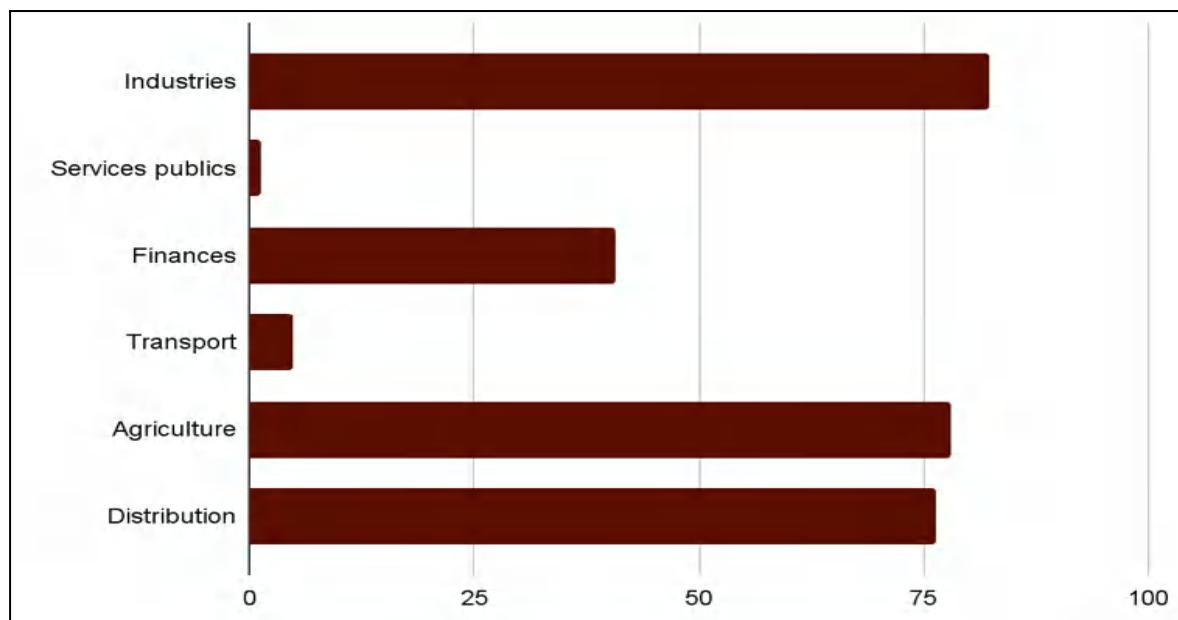
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est améliorée de 18,2% par rapport à fin octobre 2024 pour s'établir à 24.102,0 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par l'accroissement des indices des branches « Industries » : +82,2%, « Agriculture » : +78,0%, « Distribution » : +76,4%, « Finances » : +40,7%, « Transport » : +4,9% et « Services publics » : +1,2%. La capitalisation du marché des actions a augmenté de 34,2% à 13.211,2 milliards tandis que celle du marché des obligations s'est repliée de 0,7% à 10.890,8 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en octobre 2025 en variation annuelle en %



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UMOA ont levé en octobre 2025, 669,9 milliards, dont 495,1 milliards de bons (73,9%) et 174,8 milliards d'obligations du Trésor (26,1%). Par rapport au mois de septembre 2025, les ressources mobilisées ont augmenté de 234,0 milliards, soit une hausse de 53,7%. En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication est ressorti au même niveau qu'un an auparavant.

Le taux de couverture² global des montants mis en adjudication a baissé pour ressortir à 129,9% en octobre 2025, contre 153,8% le mois précédent.

Sur le compartiment de la **syndication**, deux opérations ont été menées par le Burkina et le Sénégal pour des montants respectifs de 134,3 milliards et 450 milliards. Ainsi, le montant des ressources mobilisées en octobre 2025 sur ce compartiment ressort à 584,3 milliards contre aucune ressource mobilisée en septembre 2025 et 80 milliards l'année précédente.

Au total, les Etats membres de l'UEMOA ont mobilisé au cours du mois sous revue 1.254,2 milliards sur le marché financier régional, correspondant à une augmentation de 187,7% (+818,3 milliards) par rapport au mois de septembre 2025. Comparativement au mois d'octobre 2024, les ressources mobilisées laissent apparaître une progression de 67,2% (+504,3 milliards).

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	octobre 2024	septembre 2025	octobre 2025	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	429,7	270,4	495,1	224,7	83,1	65,4	15,2
Obligations par adjudication	240,2	165,5	174,8	9,3	5,6	-65,4	-27,2
<i>Total adjudication</i>	669,9	435,9	669,9	234,0	53,7	0,0	0,0
<i>Obligations par syndication</i>	80	0	584,3	584,3	-	504,3	630,4
Total marché régional des titres publics	749,9	435,9	1254,2	818,3	187,7	504,3	67,2
Marché des eurobonds	0	0	0	0,0	-	-	-
Total général	749,9	435,9	1254,2	818,3	187,7	504,3	67,2

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré³ des bons s'est replié de 29 points de base (pdb) pour s'établir à 5,99% en octobre 2025. En revanche, le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a augmenté de 13 pdb pour ressortir à 7,85% en octobre 2025. La baisse du taux moyen pondéré des bons s'explique, entre autres, par le raccourcissement de la maturité moyenne des bons, qui est passée de 8,2 à 6,0 mois, de septembre à octobre 2025. Au niveau du compartiment des obligations, la hausse du rendement moyen pondéré résulte principalement du rallongement de la maturité moyenne sur ce segment, qui est passée de 4,59 à 6,36 années.

Par rapport à la même période de l'année 2024, les coûts des emprunts publics ont reculé, respectivement de 71 et 21 pdb, respectivement pour le taux moyen pondéré des bons du Trésor et le rendement moyen pondéré des obligations.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, aucune opération n'a été réalisée par les Etats membres.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	octobre 2024	septembre 2025	octobre 2025	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	6,70	6,28	5,99	-0,29	-0,71
Obligations	7,67	7,72	6,96	-0,76	-0,71
<i>Par adjudication</i>	8,06	7,72	7,85	0,13	-0,21
<i>Par Syndication</i>	6,47	-	6,69	-	0,22
Eurobonds	6,33	-	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire interne, ainsi que des aléas climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans la trajectoire positive de la conjoncture contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par une progression de la demande intérieure et des

³ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,6% au quatrième trimestre 2025, après une estimation de 6,6% au troisième trimestre 2025. La vigueur de la demande intérieure contribuerait à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalisations					Estimation	Prévision
	2T2024	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025		
Secteur primaire	1,5	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6
Agriculture vivrière	5,5	5,5	6,7	6,3	6,0	6,1	6,1
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,5	1,5	1,3	1,2	1,1	1,2	1,2
Secteur secondaire	1,4	1,4	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6
Activités extractives	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,3	5,3	5,4	5,1	4,8	4,9	4,9
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,9	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
BTP	1,0	1,0	-9,6	-9,0	-8,6	-8,8	-8,8
Secteur tertiaire	3,2	3,2	3,7	3,5	3,3	3,4	3,4
Commerce	2,1	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7
Transports, postes et communications	0,2	0,2	-8,0	-7,5	-7,2	-7,3	-7,3
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,5	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8
Services non marchands	1,3	1,3	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Produit Intérieur Brut	6,1	6,1	7,2	6,8	6,5	6,6	6,6

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations en glissement annuel situent le taux de croissance de la masse monétaire de l'Union à 15,0% à fin octobre 2025, stable par rapport à son niveau de septembre 2025. L'amélioration de 7.345,3 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de +3.769,1 milliards ou +6,1%, ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 6.681,7 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+7,4%) et à celle des créances sur l'économie (+5,2%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, la croissance, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin octobre 2025 par le renforcement des dépôts (+14,3%) et de la circulation fiduciaire (+17,6%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à -0,4% en novembre et -0,1% en décembre 2025. Cette évolution résulterait de la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que de l'approvisionnement des

marchés de l'Union en produits céréaliers, à la faveur des bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026. Cette perspective pourrait être atténuée par l'effet des perturbations de la chaîne d'approvisionnement en produits alimentaires, en lien avec la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalisations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	août 25		sept. 25	oct. 25
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	-1,3	-1,0	-0,3	-0,1
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	0,1	0,2	0,1	0,0
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,2	-0,1	0,0
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	-0,2	-0,3	-0,1	0,0
Assurances et services Financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	-1,4	-1,3	-0,4	-0,1

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	sept.24	août-25	Sept (*)	août-25	Sept (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,3	-0,5	0,8	0,1	1,3
Commerce de véhicules automobiles	-0,3	-0,4	0,7	0,0	1
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	-0,1	0,0	0,0	0
Commerce et réparation de motocycles	0,0	-0,1	0,1	0,2	0,3
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	0,0	-0,8	-0,2	1,1	0,9
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,5	-0,3	0,6	0,7	0,8
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,1
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,5	-0,4	-0,6	0,0	-0,1
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,0	0,1	-0,1	0,2	0,1
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
COMMERCE DE DÉTAIL	-3,0	-3,5	-2,0	0,2	1,2
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-0,3	0,6	-0,8	0,5	0
Commerce de détail en magasin spécialisé	-2,6	-4,0	-1,1	-0,3	1,2
INDICE GLOBAL	-3,3	-4,8	-1,4	1,3	3,3

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	sept.24	août-25	Sept (*)	août-25	Sept (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	5,6	-0,6	0,5	7,1	1,9
Extraction d'hydrocarbures	1,1	0,1	-0,2	2,8	1,4
Extraction de minerais métalliques	3,8	-0,8	0,8	1,3	-1,6
Autres activités extractives	-0,1	0,0	0,1	0,5	0,7
ACTIVITES DE FABRICATION	-3,3	-0,5	-1,5	3,2	4,7
Fabrication de produits alimentaires	-3,8	-1,9	-1,4	-0,8	1,4
Fabrication de boissons	-0,2	0,3	-0,1	0,3	0,4
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de textiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Fabrication d'articles d'habillement	-0,1	0,2	0,0	0,2	0,3
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,7	-0,2	0,1	0,1	-0,5
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,0	0,2	0,0	0,3	0,2
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,1	0,1	-0,2	0,2	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,2	0,9	-0,9	2,1	1,0
Fabrication de produits chimiques	0,5	-0,4	0,3	1,1	0,9
Fabrication pharmaceutiques	-0,2	-0,1	0,2	0,1	0,5
Travail de caoutchouc et du plastique	0,2	-0,1	0,1	0,0	-0,1
Fabrication de matériaux minéraux	0,0	0,3	-0,3	0,2	-0,1
Métallurgie	-0,5	0,1	0,3	-0,3	0,6
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,1	-0,1	0,1	-0,2	0,0
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,1	0,1	0,5	-0,2	0,2
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE ELECTRICITE ET DE GAZ	-0,1	-0,2	0,1	0,4	0,6
Production et distribution délectricité et du gaz	-0,1	-0,2	0,1	0,4	0,6
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	2,7	-1,3	-0,9	11,2	7,4

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs

